

Quel bilan pour Papyrus et la régularisation des sans-papiers?

OPINION. L'opération de régularisation a fait rentrer des cotisations employeurs et amélioré la situation sociale de sans-papiers genevois mais pas leur situation financière, établit une étude sur le long terme publiée dans la revue Social Change par Giovanni Ferro-Luzzi, Jan-Erik Refle, Claudine Burton-Jeangros, Yves Jackson



L'opération Papyrus, qui a permis de régulariser quelque 2000 travailleurs sans papiers, est un exemple de l'esprit de Genève. Photo prise lors de la séance d'information du 28 février 2017 à Genève. — © Salvatore di Nolfi/Keystone

Giovanni Ferro-Luzzi, Jan-Erik Refle et Yves Jackson

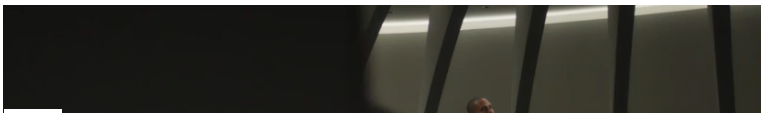
Publié le 19 décembre 2023 à 16:20. / Modifié le 20 décembre 2023 à 10:25.

[in](#) [f](#) [X](#) [e](#) [Offrir cet article](#)

En 2017, le Conseil d'Etat genevois lançait l'opération «Papyrus» visant à régulariser par l'octroi d'un permis B les personnes en situation irrégulière. Cet octroi était lié à certains critères tels que la durée du séjour, l'absence d'antécédents pénaux, l'autonomie financière et l'intégration sociale. Sur une période de deux ans, environ 2900 personnes ont bénéficié de la régularisation. L'opération incluait également des mesures pour «assainir» l'économie domestique en encourageant les ménages employeurs à se mettre en règle avec le contrat type et le paiement des cotisations sociales ainsi que la création d'une bourse aux emplois.

PUBLICITÉ





En 2018: [Genève dresse le premier bilan de Papyrus, l'opération pour les sans-papiers](#)

Quel bilan peut-on tirer de cette expérience grandeur nature? Dans une nouvelle étude se basant sur plusieurs enquêtes longitudinales, une équipe de chercheurs de l'Université de Genève a évalué l'impact de Papyrus sur les parcours de vie et les relations de travail de ces personnes. * De par son activité non officielle, la population des sans-papiers est en effet très mal documentée. Quels sont leurs emplois, leurs revenus, leurs compétences, leur santé, ou encore leur niveau d'intégration sociale?

On peut brosser le portrait type de la personne ayant bénéficié d'une régularisation via Papyrus comme celui d'une femme d'une quarantaine d'années originaire d'Amérique latine, en particulier du Brésil ou de la Bolivie, ayant une formation secondaire, travaillant dans le secteur de l'économie domestique et qui est venue en Suisse pour des motifs économiques visant à améliorer le sort de ses enfants. On observe que les femmes travaillent en moyenne 32 heures par semaine, les hommes 38 heures. Elles ont aussi davantage d'employeurs que les hommes, un phénomène typique pour l'économie domestique où les employées font la navette entre différents lieux de travail, passant un temps important dans les trajets - temps non rémunéré.

Une des conséquences les plus importantes de Papyrus a été la mise en conformité de nombre d'employeurs. En effet, alors que la proportion des emplois déclarés est de 41% pour les personnes sans statut légal, elle monte à 85% six mois après la régularisation. Cette forte augmentation se retrouve d'ailleurs également dans la hausse cumulée de 36% en 2017, par rapport à 2016, des adhésions à «Chèque Service», une prestation qui permet de faciliter la déclaration d'un emploi domestique et de verser les cotisations sociales et les impôts afférents.

Lire aussi: [A Genève, l'héritage de Papyrus en péril?](#)

Les données montrent aussi que si les nouveaux bénéficiaires du permis B voient leur champ des possibles s'élargir sur le plan professionnel et du logement, leur situation financière ne change pas beaucoup. Avec des revenus de ménage médians entre 3000 (2017-2018) et 3300 francs net (2021-2022), pratiquement l'ensemble de ces personnes fait partie des *working poor*. Sans surprise, le recours à l'aide sociale est très exceptionnel, car ces personnes craignent avant tout de perdre leur permis de séjour en cas de recours.

La crise du Covid-19 a clairement mis en difficulté un grand nombre de ces personnes ayant perdu leur emploi ou des heures de travail, dans l'économie domestique mais aussi l'hôtellerie-restauration. Les personnes régularisées ont bénéficié d'une forme de «filet de sécurité» grâce à leur accès aux prestations sociales, auxquelles les sans-papiers n'ont pas eu entièrement droit, ou n'ont pas souhaité recourir par crainte pour leur permis.

Au final, du point de vue économique, social et sanitaire, l'opération Papyrus peut être considérée comme un succès: les employeurs respectent mieux les usages et les cotisations sociales ont augmenté. L'intégration sociale de ces personnes est une condition pour accéder au permis et le risque d'atteinte à leur santé est couvert par l'obligation de s'assurer auprès d'une caisse maladie.

Lire aussi: [Reproduire le succès de Papyrus en Suisse](#)

*Ferro-Luzzi, G., Refle, J.-E., Burton-Jeangros, C., Jackson, Y. La régularisation des travailleurs sans-papiers dans le canton de Genève. *Social Change in Switzerland* 36, www.socialchangeswitzerland.ch

Giovanni Ferro-Luzzi est professeur d'économie à l'Université de Genève (GSEM) et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève.

Jan-Erik Refle est chercheur et **Claudine Burton-Jeangros** professeure de sociologie à l'Université de Genève.

Yves Jackson est professeur aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Le Temps publie des chroniques, rédigées par des membres de la rédaction ou des personnes extérieures, ainsi que des opinions et tribunes, proposées à des personnalités ou sollicitées par elles. Ces textes reflètent le point de vue de leurs autrices et auteurs. Elles ne représentent nullement la position du média.

